



**Coordination Sécurité et
Protection de la Santé**

**PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION
En Matière de Sécurité et de
Protection de la Santé**

NIVEAU : Catégorie 2 Bâtiment
R 4532-43

Adresse du chantier
1 Rue Pierre Doize

47300 Villeneuve sur lot

Date : 27/09/2024

N° du Dossier : 2022074

Vos références : EYSSSES-Centre de détention enceinte

Restructuration des installations de vidéo-protection au CD d'Eysses.

Maître d'ouvrage :



D.I.S.P de Bordeaux
Département des Affaires Immobilières
188 rue de Pessac
33062 Bordeaux Cedex

Maître d'œuvre :

C2J INGÉNIERIE
7 place de la Mairie16230

SAINT-GROUX

Le Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la santé est évolutif en fonction des décisions prises en termes de sécurité au cours du déroulement du chantier.

Version	Observations	Date
Version initiale		08/01/2024
1	Intégration : MOE C2J INGENIERIE, Allotissement, tranche ferme et optionnelle, délais et date des travaux.	27/09/2024

Etabli conformément aux Article R 4532-42 à R 5632-51 du décret 2008-244 du 7 mars 2008 en application le 1er mai 2008



PREAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de la Loi n°94-1159 du 26 décembre 1994.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention :

- a) **Éviter les risques,**
- b) **Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,**
- c) **Combattre les risques à la source,**
- d) **Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,**
- e) **Tenir compte de l'état d'évolution de la technique**
- f) **Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,**
- g) **Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,**
- h) **Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,**
- i) **Donner les instructions appropriées aux travailleurs.**

Les principes a, b, c, e, f, g et h sont applicables au maître d'ouvrage, aux maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes a, b, c, d, e, f, g, h et i sont applicables aux entrepreneurs ; les principes a, b, c, e et f sont applicables aux travailleurs indépendants.

Objet : Le **Plan Général de Coordination** en matière de **Sécurité de Protections de la Santé** (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures de coordination propres à prévenir les risques découlant de **l'interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier ou **la succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Accès à l'opération : Les entreprises titulaires et sous-traitantes n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur **Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé** (PPSPS) ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier même s'il existe des contraintes de délais.

Responsabilités : L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendu des responsabilités qui incombe, en application des dispositions du code du travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie Civil (article L 4352-6 du code du travail).

Textes applicables :

Lois, décrets et règlements concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

CODE DU TRAVAIL avant et après mai 2008- IVème partie Santé Sécurité au Travail.

Risques particuliers (décret 25 février 2003) :

Loi	Risques identifiés
Décret 94	1° Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en oeuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs : - à des risques de chute de hauteur 2





SOMMAIRE

Table des matières

I - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER.....	5
A) Présentation et situation :.....	5
B) Calendrier prévisionnel des travaux en réalisation.....	6
C) Intervenants sur le chantier.....	6
Liste des lots.....	9
Autorisations administratives.....	9
Déclaration préalable.....	9
Moyens et autorités du coordonnateur SPS définis par le maître d'ouvrage.....	10
Les principales obligations du maitre d'ouvrage.....	10
Autorité conférée au coordonnateur SPS définie par le maitre d'ouvrage.....	10
De la part du Maître d'œuvre.....	10
De la part des titulaires des marchés.....	10
II - SUGGESTIONS LIEES A LA CONFIGURATION ET AUX CARACTERISTIQUES DU SITE. 10	10
A) Milieu dans lequel se déroule l'opération.....	10
III - MESURES GENERALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION.....	13
A) Organisation du chantier.....	13
.....	25
B) Inspections Communes et PPSPS.....	25
C) Coactivité.....	26
D) Protections collectives.....	27
E) Levage et manutention.....	28
F) Échafaudages.....	28
IV- MESURES DE COORDINATION PARTICULIERES.....	29
V - RENSEIGNEMENTS DE SANTÉ ET DE SECOURS.....	30
A) Organisation des secours.....	30
B) Prévention des risques de maladies professionnelles.....	32
VI - MODALITES DE COOPERATION ENTRE INTERVENANTS.....	33
A) Concertation et information entre intervenants.....	33
ANNEXES VI.....	34
A) Demande de Renseignement.....	34
B) Déclaration préalable.....	34
C) Liste des annexes.....	35
C) Schéma/ Projet de plan d'installation du chantier.....	36
D) Trame du PPSPS.....	36



E) Fiche Accident.....	36
G) Listes des entreprises dès que retenues.....	37
H) Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons DHOL.....	38

I - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER

A) Présentation et situation :

Le présent marché consiste à réaliser :

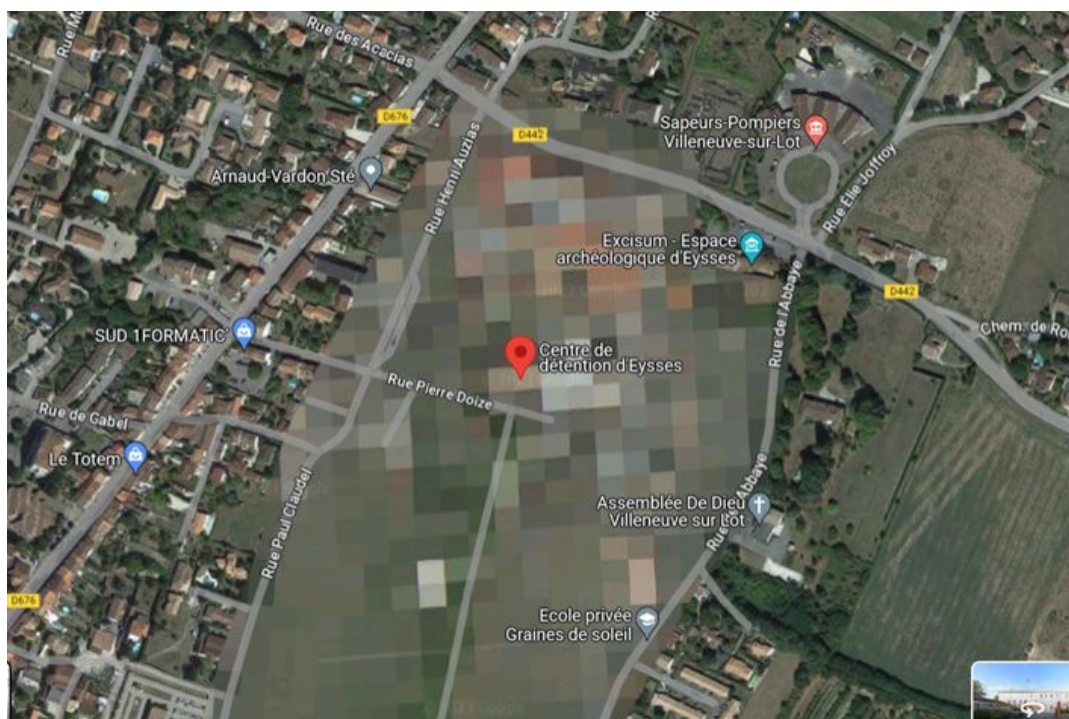
Les travaux consisteront principalement en le déploiement des liaisons filaires(fibre optique et capillaires cuivre) , la dépose des équipements de vidéo surveillance à remplacer(caméras, supports, dômes, détecteurs de mouvement etc...), la pose des nouveaux équipements(baies informatique, coffret de chaussée, matériel actif , caméras, supports, dômes, détecteurs de mouvement etc...)

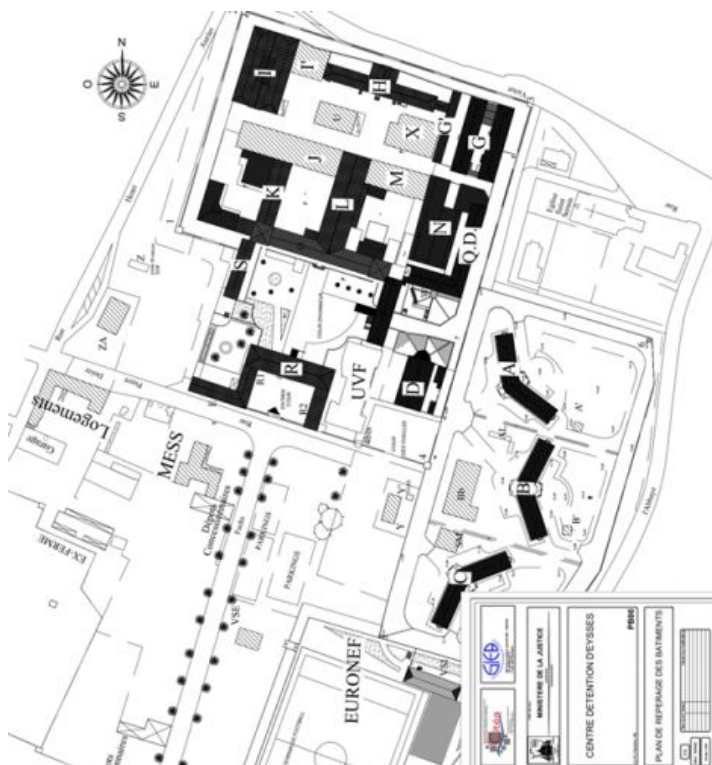
Les travaux sont situés :

1 Rue Pierre Doize

47300 Villeneuve sur lot

Plan de situation :





Classement du chantier

Le Maître d'ouvrage a classé le chantier en Catégorie 2

Après étude du dossier et des documents qui m'ont été remis, il en ressort en effectif global de 1341 hommes/jour confirmant que l'opération est bien en Catégorie 2.

Nombre d'entreprises en même temps : 2 (hors sous-traitants)
Effectif prévisionnel en pointe : 8 hommes/ jour



B) Calendrier prévisionnel des travaux en réalisation

Les travaux se dérouleront dans un délai de 9 mois dont 1 mois pour la période de préparation en tranche ferme.
6 mois dont 1 mois de préparation pour la tranche optionnelle.
Les travaux devraient commencer (prévision) le 06/01/2025







Phasage de l'opération

Les travaux se dérouleront en 2 phases, en Lot unique et en 2 lots.

C) Intervenants sur le chantier

Coordonnées de la maîtrise d'ouvrage	Contact	Tel/Email
Mandataire   D.I.S.P de Bordeaux Département des Affaires Immobilières 188 rue de Pessac 33062 Bordeaux Cedex	Monsieur CHALARD Eric	Tel : 05 54 52 83 86 Email : eric.chalard@justice.fr



Mandataire   D.I.S.P de Bordeaux Département des Affaires Immobilières 188 rue de Pessac 33062 Bordeaux Cedex	Monsieur BENABDALLAH Khalid	Tel : 05 54 52 84 00 Email : khalid.benabdallah@justice.fr
Mandataire   D.I.S.P de Bordeaux Département des Affaires Immobilières 188 rue de Pessac 33062 Bordeaux Cedex	Monsieur RAMEAU Jean-Michel	Tel : 05 54 52 84 00 Email : jean-michel.rameau@justice.fr
Mandataire   D.I.S.P de Bordeaux Département des Affaires Immobilières 188 rue de Pessac 33062 Bordeaux Cedex	Monsieur PERNET David	Tel : 05 54 52 84 00 Email : david.pernet@justice.fr

Coordonnées de la maîtrise d'oeuvre	Contact	Tel/Fax/Email
Mandataire C2J INGÉNIERIE 7 place de la Mairie16230 SAINT-GROUX	Monsieur PETURAUD Jérôme	Tel : 05 53 77 74 77 Email : c2jingenierie@orange.fr

Coordonnées CSPS	Nom du CSPS	Tel/Email
RAMEL Frédéric Coordination & Consulting 47340 Laroque Timbaut Mandataire Conception et Réalisation	Monsieur RAMEL	Tel : 06 50 52 36 02 Email : ramel.frederic@outlook.fr

Intervenants
Services et organismes de prévention

Coordonnées des Intervenants	Contact	Tel/Email
OPPBTP OPPBTP Aquitaine Immeuble Les Bureaux du Tasta - Bât C4.4 9, Rue Raymond MANAUD 33524 BRUGES Cédex	Préventeur LEROY Jean-marc	Tel : 05 56 34 03 49 Email : jean.marc.leroy@oppbtp.fr



<u>CARSAT</u> CARSAT Aquitaine 80, avenue de la JALLERE 33000 BORDEAUX	Préventeur BABIN Pascal	Tel : 05 56 11 64 35 Email : pascal.babin@carsat-aquitaine.fr
<u>Inspection du travail</u> DDETSPP de Lot et Garonne Unité territoriale Lot et Garonne 1050 bis Avenue du Dr jean BRU 47916 AGEN cedex 09	Inspection du travail	Tel : 05 53 68 40 40 Email : ddetspp-uc@lot-et-garonne.gouv.fr

Raison sociale Secours	En cas d'accident	Tel/Email
Hôpital Pôle de santé du Villeneuvois	<ul style="list-style-type: none"> Alertez en appelant le 112 (numéro d'appel d'urgence unique européen). 	Tel : 05 53 72 23 23 Email :
Urgence Sécurité Gaz	<ul style="list-style-type: none"> Alertez en appelant le 112 (numéro d'appel d'urgence unique européen). 	Tel : 0 800 47 33 33 Email :
ENEDIS Réseaux	<ul style="list-style-type: none"> Alertez en appelant le 112 (numéro d'appel d'urgence unique européen). 	Tel : 09 72 67 50 47 Email :



Liste des lots

La liste des entreprises titulaires de lots retenues par le Maître d'Ouvrage et des sous-traitants déclarés par les titulaires de lot sont portés et tenus à jour au titre du Plan Général de Coordination lorsqu'il n'a pas été possible de les renseigner totalement à la date d'envoi de la déclaration préalable.

Le présent article renvoie au chapitre 1 du Registre Journal où les éléments visés ci-dessus sont tenus à jour régulièrement.

N° de lot	Nom du lot
1	ÉQUIPEMENTS TECHNIQUES ET INFRASTRUCTURES IT
2	ELECTRICITE CFO-CFA

Mode de consultation, de passation et type de marchés

Mode de consultation : Marché public

Mode de passation des marchés : Lot unique

Types de marchés : Public

Autorisations administratives

Déclaration préalable

La déclaration préalable suivant l'article L 4532-1 du code du travail sera envoyée par le maître d'ouvrage à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT et à l'OPPBTB.

Cette déclaration est adressée par le demandeur, au plus tard à la date de dépôt du permis de construire.

Liste des entreprises titulaires des marchés de travaux et des sous-traitants connus lors de la rédaction du présent PGC

Demande de renseignements par le Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage communiquera aux entreprises le Numéro de la Déclaration des Travaux (DT) afin que les entreprises puissent réaliser les DICT auprès de l'ensemble des concessionnaires

Demande de renseignements par les entreprises

Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation des travaux :

DICT : à demander en phase de préparation de chantier par l'entrepreneur concerné à l'ensemble des concessionnaires concernés. Elle sera valable 3 mois et devra être reconduite si nécessaire.

Sites à consulter – voir article E- Services extérieurs et concessionnaires

Chaque entreprise concernée devra déposer une DICT avant le démarrage des travaux.

Les entreprises employant sur le chantier plus de 10 salariés pendant au moins une semaine devront adresser une déclaration d'ouverture de chantier aux organismes institutionnels de la prévention.

Les demandes d'arrêtés ou d'autorisations de voiries sont à effectuer auprès des services techniques de la ville Villeneuve sur lot auprès du Conseil Général du département ou au Conseil Régional de la région, à la DIRSO, SNCF etc...

PPSPS des entreprises

Chaque entreprise devra adresser son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé à L'Inspection du Travail et aux autres organismes de prévention ainsi que les copies nécessaires au coordonnateur pour diffusion aux autres entreprises.

Situation de danger grave et éminent : droit de retrait.

Dispositif des articles L 4131-3 du code du travail .



Les principales obligations du maître d'ouvrage

Obligation de faire :

- Appliquer les PGP (Principes Généraux de Préventions) Article L 4531-1
- Déclarer les opérations de niveau I et II Article L 4531-1 à 2
- Désigner le Coordonnateur SPS compétant doté de l'autorité et des moyens nécessaires à sa mission (Article R 4532-25 et R 4532-26)
- Réaliser les VRD préalables pour les opérations de bâtiment > 760 000 € Article R 4533-1 à 7
- Organiser les rapports entre maître d'œuvre, entreprises et coordonnateurs SPS Article R 4532-6
- Conserver le PGC pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage Article R 4532-51
- Conserver et transmettre le DIUO Article R 4532-16
- Constituer le CISSCT pour les opérations de 1ère catégorie Article L 4532-10
- Se concerter avec les autres maîtres d'ouvrage en cas de pluralité d'opérations, avec risque d'interférences Article L 4531-3
- Veiller à la mise en application des principes généraux de prévention Article L 4531-1
- Faire établir le PGC par le Coordonnateur SPS et le joindre au dossier de consultation des entreprises Article R 4532-42
- Faire ouvrir le registre journal de la Coordination par le Coordonnateur SPS Article R 4532-38
- Faire constituer le DIUO par le Coordonnateur SPS Article R 4532-95

Autorité conférée au coordonnateur SPS définie par le maître d'ouvrage.

- Le Maître d'Ouvrage confère au coordonnateur autorité par rapport à l'ensemble des intervenants dans l'opération, titulaire du marché, entrepreneurs co-traitants ou sous-traitants, employeurs ou travailleurs indépendants.
- Pendant la durée de l'exercice de sa mission, s'il constate la présence d'un danger grave, le coordonnateur disposera de l'autorité nécessaire pour :
 - ⇒ Demander à tout intervenant qui ne respecterait pas les mesures de coordination ou les procédures de travail ou ses obligations en matière de sécurité et de santé de s'y soumettre sans délai,

De la part du Maître d'œuvre

- Le nom et les coordonnées des entreprises devant travailler sur le chantier,
- Les comptes-rendus des réunions de chantier,
- Les mises à jour du planning général des travaux.

De la part des titulaires des marchés

- Les plannings détaillés de réalisation des travaux ainsi que leurs mises à jour,
- La liste tenue à jour des sous-traitants devant intervenir sur le chantier ainsi que les travailleurs indépendants (noms, adresses, activités, noms des responsables, dates et durées approximatives d'interventions, effectif prévisible).

II - SUGGESTIONS LIEES A LA CONFIGURATION ET AUX CARACTERISTIQUES DU SITE

A) Milieu dans lequel se déroule l'opération

Projet :

Les travaux consisteront principalement en le déploiement des liaisons filaires(fibre optique et capillaires cuivre) , la dépose des équipements de vidéo surveillance à remplacer(caméras, supports, dômes, détecteurs de mouvement etc...), la pose des nouveaux équipements(baies informatique, coffret de chaussée, matériel actif , caméras, supports, dômes, détecteurs de mouvement etc...)

Contraintes et sujétions liées à la configuration et aux caractéristiques du site :

Les travaux seront réalisés dans un établissement pénitentiaire.

Les entreprises intervenantes doivent se présenter le matin à 8h00 au portail principal.

Les horaires de travail sont de 8h00 à 12h00 et 13h30 à 17h00. Les entreprises pourront sortir entre 12 h et 13 h30, avec possibilité de restauration au Mess (le tarif pour un repas pris au mess est de 8€). Des aménagements des horaires peuvent être apportés suivant la disponibilité des encadrants et des zones de travail repérées.

Chaque entreprise devra indiquer en début de chantier la liste de ses intervenants. Les demandes d'autorisations d'accès



doivent être adressées par mails auprès de jean-michel.rameau@justice.fr et antoine.caravaca@justice.fr le plus tôt possible (délai retour de B2 pour l'accès par courrier compris entre 15J et un mois).

Seules les personnes enregistrées seront autorisées à pénétrer sur le site.

Il est interdit de parler (d'entamer un dialogue) au détenus, le téléphone portables est également interdit dans l'enceinte de l'établissement.

Le stationnement des véhicules ne seront pas autorisés sur le chantier, sauf dérogation au cas par cas sous contrainte, les véhicules sont fermés à clé en permanence.

Les caisses à outils seront identifiées et listées (avertir si un outil est perdu).

Il n'y a pas de base de vie prévue dans l'enceinte du centre de détention, les réunions seront réalisées dans la salle de réunion de l'établissement. Utilisation possible des sanitaires existants du site sauf zone détention. En complément un sanitaire mobile sera mis en place sur les zones autorisées.

Les entreprises veilleront à maintenir la propreté des locaux communs.

La zone de stockage sera localisée dans la cour de la zone garage et/ou sur l'emprise foncière extérieur de l'enceinte.

Livraison de matériaux et éléments de construction sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics R 476.

La recommandation vise les entreprises qui commandent ou livrent des matériels, matériaux, éléments et autres produits de construction sur les chantiers du BTP .

Les matériaux et éléments de construction suivants sont exclus de la recommandation R 476 :

→ les produits en vrac et non conditionnés (enrobés, sable, ciment, gravillons, pierres concassées, terres apportées...) ;

Le déchargement de produits en vrac fait l'objet de la publication INRS ED 762 « Bennage en Sécurité ».

→ le béton prêt à l'emploi (BPE)

Le BPE est livré lors d'opérations spécifiques spécialisées. Il est donc exclu du champ de la recommandation comme les produits en vrac (cf. §2). Par ailleurs il est visé par la recommandation R453 relative aux risques électriques lors des opérations de livraison.

→ les éléments en béton de grandes dimensions ;

Ils sont visés par la recommandation R 362.

→ les éléments livrés par transport nécessitant un convoi exceptionnel.

Ils sont visés par une réglementation et une organisation spécifiques

Objet de la recommandation

Cette recommandation a pour objet de réduire les risques auxquels peut être exposé tout salarié lors des opérations de livraison ou de reprise de matériaux de construction sur ces chantiers.

Les risques ou les situations dangereuses peuvent être liés à :

→ l'environnement du chantier,

→ le travail en hauteur,

→ la co-activité,

→ la circulation sur le chantier,

→ le stationnement des véhicules de livraison,

→ le levage et la manutention,

→ le stockage

Établissement du document harmonisé d'organisation des livraisons (DHOL)

Le DHOL doit intégrer les renseignements suivants, indispensables à la réalisation des opérations de livraison en sécurité :

→ L'adresse du chantier,



- Les horaires de livraison,
- Les personnes à contacter (réceptionnaire) : nom, N° de téléphone, coordonnées...
- Les consignes de sécurité du chantier incluant les consignes de secour et de circulation, les modalités d'accès et de stationnement,
- Le plan du chantier précisant le lieu des vestiaires et des sanitaires¹,
- La définition des lieux de livraison et des zones de stockage (Recette à matériaux, zone délimitée au sol...)1,
- Les dimensions de l'aire de déchargement disponible afin de stabiliser le camion
- La nature et la résistance du sol²,
- La charge utile des recettes à matériaux,
- La distance de la zone de déchargement à l'axe du camion, dans le cas de l'utilisation d'une grue de chargement¹,
- Les appareils de levage et engins de manutention qui seront utilisés le cas échéant pour décharger le véhicule,
- Signalisation des situations de co-activité,
- Signalisation des lignes électriques aériennes et réseaux dans un périmètre de 50m autour des voies de circulation et des zones de stockage¹,
- Caractéristiques admissibles sur le chantier du véhicule (gabarit, PTAC...),
- Autres renseignements utiles pour l'organisation des livraisons en sécurité

Le **Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons sur Chantier (DHOL)** est pré-établi en annexe du présent PGC . Les entreprises établiront leurs PPS et renseigneront le DHOL à partir de l'inspection commune par les informations qui leurs sont propres et avant livraison.

Réseaux existants aériens :

Il appartient aux entreprises de vérifier les caractéristiques des réseaux et les gabarits des véhicules avant livraison.

Diagnostic :

Matériaux dangereux :

Amiante

Le maître d'ouvrage a fait réaliser le rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux. Les rapports Amiante avant travaux ont été réalisés par le Bureau VERITAS pour les zones impactées par les travaux.

Dans le cadre de la mission confié au contrôleur, Il n'a pas été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Les rapports de repérage sont joints au DCE.

Réseaux existants aériens et/ou enterrés :

Les réseaux seront répertoriés et matérialisés avant travaux et :

- Consignés dans le cas réseaux conservé ;
- Neutralisés, purgés si nécessaire avant toute intervention.

Ces interventions seront réalisées par des intervenants qualifiés et habilités de l'entreprise exploitante

Une déclaration de travaux sera adressée par le maître d'ouvrage aux différents concessionnaires et services afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants de chacun des ouvrages situés à proximité de son projet .

Dès réception de la DT, les entreprises consulteront le téléservice afin d'obtenir les DICT.

Tout responsable de projet, tout exploitant de réseau et tout exécutant de travaux doit examiner, lors



de la préparation du projet, puis lors de la préparation du chantier, les modalités d'application de la réglementation, ainsi que, le cas échéant, les informations spécifiques sur les précautions particulières à prendre jointes par les exploitants aux récépissés des déclarations DT et DICT.

Une copie des réponses devra être adressée au coordonnateur SPS.

L'entreprise devra respecter : les réponses aux DT et/ou aux DICT incluant le cas échéant les réponses aux demandes de mise hors tension, les plans et, le cas échéant, les recommandations spécifiques au chantier issues des DT et des DICT et fournis par le responsable du projet ou par les exploitants des ouvrages.

Réseaux enterrés

Présence de réseaux concessionnaires jusqu'en pénétration des bâtiments existants

Présence de réseaux d'énergie traversant le terrain signalée par le maître d'ouvrage

III - MESURES GENERALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION

A) Organisation du chantier

Accès des personnes autorisées :

Seules les personnes autorisées et enregistrées au préalable par l'établissement peuvent accéder au chantier. Le chantier reste interdit au public et aux tiers jusqu'à la réception de l'ouvrage.

Les personnes autorisées par le Maître d'ouvrage sont :

- Celles figurant par contrat dans l'acte de construire,
- Les entrepreneurs, les Maîtres d'œuvres, les bureaux d'études, les bureaux de contrôle et CSPS, avec obligation d'affichage à l'entrée du chantier (art R8221-1 du code du travail).
- Les intervenants figurant sur la déclaration préalable prévue à l'article L 4532-1 du code du travail (chantier de niveau 1 et 2)

Le personnel sera identifié par carte d'identification.

La carte d'identification professionnelle des salariés des BTP est obligatoire.

Véhicules et stationnement :

Le stationnement des véhicules ne seront pas autorisés sur le chantier, sauf dérogation au cas par cas sous contrainte, [véhicule fermé à clé en permanence](#)

Les caisses à outils seront identifiées et listées (avertir si un outil est perdu).

Tous les véhicules ; entreprises, transport et personnel, stationneront sur le parking proche de la base de vie.

L'accès des véhicules particulier est interdit.

Installations de chantier et cantonnements :

Dispositifs prévus	CHARGE LOT N°
Dimensionnement : Il n'y a pas de base de vie prévue à l'intérieur du site.	Tous Corps d'Etats 14



<p>Les entreprises pourront utiliser les sanitaires sur les zones en travaux hormis les zones de détention.</p> <p>Un sanitaire mobile pourra être mis en place à la charge des entreprises.</p> <p>Un espace repas au RDC et second étage du Bâtiment R "Caserne" à l'entrée de l'établissement peut être utilisé par les entreprises.</p> <p>Un Mess à l'extérieur de l'enceinte peut être utilisé par les intervenants. (8€ par personne)</p> <p>Chaque entreprise devra communiquer à l'établissement ses besoins, la surface nécessaire, la localisation et son effectif.</p>	
--	--

Dispositifs prévus	CHARGE LOT N°
<p>Le nombre, le type et l'emplacement des installations provisoires que les entrepreneurs seront amenés à envisager pour satisfaire leurs obligations devront être soumis à l'approbation du Maître d'ouvrage, des Maîtres d'œuvres et du coordonnateur de sécurité et de protection de la santé.</p>	Tous Corps d'Etats

Dispositifs prévus	CHARGE LOT N°
<p>Vestiaires :</p> <p>Les ouvriers des entreprises arriveront en tenus, dans le cas contraire un vestiaire doit être mis en place à l'extérieur du centre de détention.</p> <p>Besoin et emplacement à voir lors de la réunion de préparation</p>	Entreprise Concernée
<ul style="list-style-type: none"> Mise en place, Maintenance, Repli à l'achèvement des travaux. 	Entreprise Concernée



Dispositifs prévus	CHARGE LOT N°
<p>Entretien des installations :</p> <p>Chaque entreprise assurera, dès le début du chantier et pour toute sa durée, le nettoyage quotidien de ses installations .</p>	Entreprise Concernée

Clôtures, Accès, Protections des tiers :

Dispositifs prévus	CHARGE LOT N°
<p>Les clôtures et/ou les signalisations sont à la charge de chaque entreprise. Elles seront installées sur chaque zone en travaux et complètera les clôtures existantes le cas échéant.</p>	Entreprise Concernée
<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place, • Maintenance, • Repli à l'achèvement des travaux. 	Entreprise Concernée
<p>Les zones de travaux mitoyennes avec les locaux existants seront séparées des locaux en activité par des cloisons provisoires.</p> <p>Des pancartes d'interdiction d'accès seront affichées sur les portes éventuelles de communication de ces cloisons. Les portes devront fermer à clé pour interdire l'accès aux tiers l'accès au chantier.</p>	Entreprise Concernée
<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place, • Maintenance, • Repli à l'achèvement des travaux. 	Entreprise Concernée

Enlèvement des déchets :

L'élimination des déchets par le feu sera strictement interdite.



Dispositifs prévus	CHARGE LOT N°
<p>Bennes à gravais et déchets :</p> <p>La centralisation commune des déchets n'est pas prévue sur cette opération. Chaque entreprise doit l'évacuation des ses propres déchets vers les déchetteries agréées.</p> <p>Les entreprises qui souhaitent mettre en place des bennes à déchets devront en faire part à l'établissement, au maître d'œuvre et au coordonnateur pour définir leur emplacement. Les entreprises en assureront le renouvellement autant que nécessaire, et avant que celles-ci ne débordent.</p>	Tous Corps d'Etats
<p>Acheminement des déchets vers les bennes :</p> <p>Chaque entreprise gardera la charge d'acheminer ses déchets hors chantier. Les déchets ne seront pas stockés à l'intérieur du bâtiment.</p> <p>En cas de carence, le maître d'œuvre fera nettoyer les déchets des entreprises par un prestataire extérieur, qui sera mis à la charge des entreprises responsables.</p>	Tous Corps d'Etats
<p>Évacuation des matières dangereuses :</p> <p>Les déchets issus de matières dangereuses seront évacués et traités par les entreprises concernées</p> <p>Chaque entreprise utilisatrice de substance et de matière dangereuse, avec une interdiction formelle de destruction des déchets sur place, fera son affaire de l'évacuation des emballages, produits souillés et autres éléments pollués.</p>	Entreprise Concernée

Entretien des zones extérieures au chantier :

Les matériaux à évacuer de l'ensemble des chantiers, considérés comme étant des déchets, et dont le devenir relève du SOGED (Schéma d'organisation et de suivi de l'évacuation des déchets), seront traités conformément à la législation en vigueur et selon la "Charte départementale de gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics" et le "Plan départemental de gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics" et ses annexes.

Dispositifs prévus	CHARGE LOT N°
<p>L'entreprise devra l'entretien régulier des zones de chantier. Cet entretien comprendra le nettoyage des voiries empruntées par les véhicules de chantier.</p> <p>L'entreprise devra prévoir le balayage mécanique des voiries à raison de deux fois par semaine minimum.</p> <p>En cas de nécessité il sera installé une station de lavage des</p>	Entreprise concernée



roues de camion à la sortie du chantier. Ce poste comprendra un point d'eau et un dispositif de récupération des boues et eaux sales.

- Mise en place.
- Maintenance.

Travaux de nuit :

L'entrepreneur n'est pas autorisé à travailler la nuit.

Zones de stockage, d'approvisionnement et d'évacuation :

Dispositifs prévus	CHARGE LOT N°
<p>Zones de stockage des matériaux et matériels :</p> <p>Des zones de stockage seront prévues sur le chantier (si nécessaire).</p> <p>Les matériaux à risque seront stockés à l'écart avec une signalisation de danger adaptée</p> <p>Les zones de stockage sont définies sur le plan d'installation de chantier et seront attribuées à la demande des entreprises, sur proposition du Maître d'œuvre et du coordonnateur de sécurité.</p> <p>Une demande spécifique sera faite auprès du coordonnateur pour un stockage hors clôture de chantier.</p>	Entreprise concernée
<ul style="list-style-type: none">• Mise en place,• Maintenance,• Repli à l'achèvement des travaux.	Entreprise concernée

Conditions de circulation :

Dispositifs prévus	CHARGE LOT N°
--------------------	---------------



<p>Horizontales :</p> <p>Les cheminements vers les cantonnements seront protégés vis à vis des travaux à effectuer.</p> <p>Les zones de circulation menant aux postes de travail devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériel.</p> <p>Des passerelles piétons seront installées pour franchir les tranchées ainsi que tous les autres obstacles.</p> <p>Des passerelles piétons seront installées pour franchir les tranchées ainsi que tous les autres obstacles.</p> <p>Les déplacements devront se faire sur des cheminements « pieds propres » en matériaux d'apport et nivelés pour éviter les torsions des pieds et risques de chutes. Les cheminements « pieds propres » seront aménagés jusqu'aux installations de cantonnements et entrées du bâtiment et seront entretenus autant que de besoin.</p> <p>Les entrées du bâtiment devront être aménagées par mise en place de rampes pour franchissement des fouilles et compensant les dénivelés éventuels. L'entretien de ces installations sera prévu</p>	<p>Tous corps d'état.</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place, • Maintenance, • Repli à l'achèvement des travaux. 	<p>Entreprise concernée</p>

Passage de l'installation électrique provisoire à celle définitive :

Les essais seront réalisés lorsque l'appareillage sera raccordé et les circuits sous protection.

Pour toute intervention sur l'installation électrique l'intervenant doit disposer d'une habilitation adaptée.

Chaque installation devra faire l'objet d'un rapport de vérification établi par un organisme agréé conformément à l'arrêté du 26 décembre 2011 (vérification initiale et périodique)

Une copie des rapports sera transmise au coordonnateur et au maître d'œuvre.

Règles de mise à disposition des installations :

Dispositifs prévus	CHARGE LOT N°
--------------------	---------------



<p>Mise à disposition des protections provisoires :</p> <p>Les protections provisoires devront être installés à chaque poste de travail de façon à être suffisamment résistantes (ex :garde-corps)</p>	Tous corps d'état.
<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place, • Maintenance, • Repli à l'achèvement des travaux. 	Tous corps d'état.

Dispositifs prévus	CHARGE LOT N°
<p>Règles de dépose des protections :</p> <p>Si pour une tâche déterminée une entreprise doit déposer un élément ou l'ensemble de la protection collective, celle-ci devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prévenir sans délais l'entreprise ayant mis en place la protection - avertir le personnel susceptible de travailler dans la zone concernée - assurer la continuité de la sécurité par un autre moyen qui devra être défini en concertation avec le coordonnateur SPS - établir la protection collective jusqu'à la fin des travaux sous sa responsabilité - faire constater auprès de l'entreprise responsable des protections collectives que la repose a été effectuée. 	Tous corps d'état.

Sécurité incendie :

Aucuns gravats ni déchets de matériaux inflammables ne doivent être stockés sur le chantier.

Tous les travaux de soudure et de découpe à la disqueuse seront accompagnés d'un extincteur.

A l'issue des travaux de soudure, une veille de surveillance attentive des parties soudées et de leur environnement, sera assurée pour prévenir tous risques de feu couvert. Une vérification des points de soudures sera réalisée avant de quitter le chantier.



Les travaux par points chauds à réaliser à l'intérieur des locaux existant doit obligatoirement être signalés au maître d'ouvrage pour arrêter les mesures de préventions éventuelles.

Dispositifs prévus	CHARGE LOT N°
<p>Protection contre l'incendie :</p> <p>L'entreprise ayant en charge l'installation du cantonnement devra la mise en place des extincteurs appropriés aux différents risques à tous les endroits nécessaires : bureaux de chantier, cantonnements du personnel, en tous lieux où des travaux particuliers le nécessiteront.</p>	Entreprise concernée
<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place, • Maintenance, • Repli à l'achèvement des travaux. 	Entreprise concernée

Protection contre le bruit :

Les bruits Art 4323-91 du code du travail : Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les activités de travail générant un niveau sonore supérieur à 85 dB (A). Elles devront garantir la sécurité de leur personnel.

Les entrepreneurs seront tenus à une obligation de résultat.

Ils devront prendre toutes dispositions nécessaires concernant les bruits de chantier pour que les niveaux de bruits aériens émis restent dans les limites fixées par la réglementation.

Le maître de l'ouvrage ne devra en aucun cas pouvoir être inquiété en cas de dépassement des limites réglementaires, en cas d'infractions les entrepreneurs devront immédiatement prendre les dispositions qui s'imposent.

Dans le cas où le chantier se trouve très proche d'un environnement sensible, le contrôle des niveaux des bruits de chantier devra être permanent.

Dispositifs prévus	CHARGE LOT N°
<p>Franchissement des tranchées :</p> <p>Dans les zones de circulations communes piétonnes, mettre en place de passerelles équipées de garde-corps pour le franchissement des tranchées.</p> <p>Les tranchées seront rebouchées au plus tôt dès l'avancement</p>	Entreprise concernée



<p>des travaux.</p> <p>Dans les circulations d'accès aux locaux mettre en place des passerelles ou des éléments provisoires pour le franchissement des tranchées.</p> <p>Ces éléments seront suffisamment résistant pour un trafic lourds.</p>	
<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place, • Maintenance, • Repli à l'achèvement des travaux. 	<p>Entreprise Concernée</p>

Installations obligatoires sur les chantiers du BTP :

Installations	Chantiers d'une durée inférieure à 4 mois	Chantiers d'une durée égale ou supérieure à 4 mois
Vestiaire	<p>Local vestiaire (<i>article R4534-139 du code du travail</i>) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Éclairé - Convenablement aéré - Chauffé en saison froide - Équipé d'armoires individuelles (ou à défaut de patères si chantier exigu) - Nettoyé 1 fois par jour - Exempt de tout stockage de produits et matériaux - Muni de sièges en nombre suffisant <p>Si ces installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier (ex. : chantier mobile), possibilité d'utiliser des véhicules de chantier aménagés permettant aux salariés de disposer de vestiaires, cabinets d'aisance et douches si possible (<i>article R4534-140 du code du travail</i>).</p>	<p>Vestiaire et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (<i>articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail</i>):</p> <ul style="list-style-type: none"> - Éclairé - Chauffé en saison froide - Sol et parois facilement nettoyables - Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412,149 et R.4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail - Maintenu en état constant de propreté - Installations séparées si personnel mixte - Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage <p><u>Vestiaire</u> (<i>article R4228-6 du code du travail</i>) :</p>



	(*) voir note de bas de page	<ul style="list-style-type: none"> - Sièges en nombre suffisant - Armoires individuelles : <ul style="list-style-type: none"> - ininflammables - à double compartiment - munies de serrure ou cadenas
Lavabos	<p>Lavabos ou rampes (<i>article R4534-141 du code du travail</i>) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 orifice pour 10 travailleurs - Eau potable - Si possible à température réglable - Moyens de nettoyage - Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et changés chaque fois que nécessaire 	<p><u>Lavabos</u> (<i>article R4228-7 du code du travail</i>) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 lavabo pour 10 travailleurs - Eau potable - Température réglable - Moyens de nettoyage - Moyens de séchage ou d'essuyage, changés ou entretenus chaque fois que nécessaire. -
Douches	<p>Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe à l'arrêté du 23/07/1947 modifié (<i>article R.4228-8 du code du travail</i>). Ex. : travaux au jet de sable, travaux exposant aux poussières d'amiante, au plomb, etc.</p>	
Eau pour la boisson	<p>Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la Boisson (<i>articles R4534-143 et R.4225-2 du code du travail</i>)</p>	
Cabinets d'aisance, urinoirs	<p>Obligations identiques pour les 2 types de chantiers (<i>articles R4228-10 à R4228-15 et R4534-144 du code du travail</i>) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés - Chasse d'eau - Éclairage - Chauffage en saison froide - Sols et parois imperméables et facilement nettoyables - Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnable de l'extérieur - Évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires - Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412- 149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail - 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau - Papier hygiénique - Installations séparées en cas de personnel mixte 	



Installations		Chantiers d'une durée inférieure à 4 mois	Chantiers d'une durée égale ou supérieure à 4 mois
Réfectoire		<p>Si des travailleurs prennent leur repas sur le chantier , mise à disposition d'un local spécial (<i>article R4534-142 du code du travail</i>) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises en nombre suffisant - Réchaud - Garde-manger - Réfrigérateur si possible - Maintien en état constant de propreté 	<p><u>Si moins de 25 travailleurs</u> prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (<i>articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail et article R4534-142 du code du travail</i>) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises - Réchaud - Garde-manger - Réfrigérateur si possible - Maintien en état constant de propreté <p><u>Si 25 travailleurs au moins</u> prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local de restauration (<i>articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail</i>):</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises en nombre suffisant - Réchaud - Réfrigérateur - 1 robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers - Nettoyage du local et des équipements après chaque repas
		(*) voir note de bas de page	
1ers Secours	Boîte de secours	<p>Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible.</p> <p>Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation par panneaux conformes aux dispositions prévues par l'article R4224-24 du code du travail (<i>articles R4224-14 et R4224-23 du code du travail</i>).</p>	
	Secouriste	<p>Dans chaque chantier occupant vingt personnes au moins pendant plus de quinze jours où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence (<i>article R4224-15 du code du travail</i>).</p>	

(*) : pour les seuls chantiers dont la durée est inférieure à 4 mois : si la mise en place de ces installations est impossible en raison de la disposition des lieux le chef d'entreprise recherche à proximité du chantier un local ou emplacement présentant des conditions équivalentes (*article R4534-145 du code du travail*).

Armoire de chantier :



Dans l'armoire de chantier on pourra trouver :

Dans une chemise :

- La déclaration d'ouverture du chantier
- Une copie du PGC
- Les copies des PPSPS
- Copie de la déclaration préalable
- « Le registre d'observation » doit être mis à disposition sur simple demande, des travailleurs, des organismes de contrôle qui pourraient formuler les observations et les mises en demeure éventuelles.

Obligation des entreprises :

- Livret d'accueil d'un nouveau salarié ou intérimaire
- Rapport de vérification (de conformité) de tous les engins
- Autorisation de conduite par l'employeur ou et CACES
- Chaque entreprise doit posséder une trousse de secours complète avec une liste de son contenu et la date de renouvellement des produits
- Dans le PPSPS, il doit être mentionné la situation de cette trousse sur le chantier.
- Chaque entreprise doit posséder un moyen de lutte contre l'incendie. Sur chaque extincteur, on pourra trouver la date d'achat, la date du dernier contrôle, la nature de l'extincteur.
- Affiché :
- Le planning des opérations
- Les horaires de travail
- Les numéros en cas d'urgence
- Le Plan des installations de chantier
- Liste de tous les interlocuteurs (maître d'ouvrage, maître d'œuvre etc...)
- La liste des Entreprises
- La liste des personnes autorisées à accéder au chantier en mentionnant le ou les secouristes et la personne qui possède le téléphone portable.

A disposition des visiteurs :

- Un casque de chantier
- Une protection anti-bruit.
- Logistique



B) Inspections Communes et PPSPS

Rappel des principes de l'inspection commune et du PPSPS :

Chaque entreprise devra réaliser avec le coordonnateur en réalisation une inspection commune **avant toute intervention** sur l'opération.

Afin de mieux appréhender l'opération, il sera demandé à chaque entreprise de désigner une personne référente pour assurer et faire respecter les règles de sécurité sur cette opération car l'intervention du coordonnateur ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité de santé vis-à-vis du personnel des entreprises.

Il lui sera demandé de transmettre au préalable un PPSPS indice 0 spécifique à l'opération en cours afin de pouvoir réaliser une analyse du PPSPS, il lui sera également demandé de transmettre ses dates d'intervention pour que le coordonnateur SPS puisse organiser la visite d'inspection commune préalable (disposition obligatoire)

L'entreprise devra également fournir au coordonnateur SPS les effectifs en pointe, la durée des travaux par tâches ainsi que la présence ou pas des ouvriers ayant la qualification secouriste.

En fonction du planning de l'opération des dispositifs de sécurité supplémentaires peuvent être demandés aux entreprises en coactivité.

RAPPEL ; le maître d'ouvrage doit assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission.

PPSPS rôle et contenu :

Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise intervenante (titulaire, cotraitant ou sous-traitant) doit remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé. (PPSPS)

Rôle du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Le PPSPS devra être conforme aux dispositions de l'article R 4532-63, R 4532-66 à 74 du code du travail.

Le PPSPS est un outil de travail du chantier. Il indique de manière détaillée toutes les dispositions et toutes les mesures relatives à la sécurité et à la protection de la santé des personnes pour tous les travaux que l'entrepreneur va exécuter. Il doit être établi, en tenant compte des données générales et particulières contenues dans :

- le Plan Général de Coordination SPS,
- les pièces contractuelles du marché,

Le contenu du PPSPS de chaque entreprise devra comporter au moins 4 rubriques et cela pour répondre à la réglementation.

- Enseignements généraux
- Disposition en matière de secours et d'évacuation
- Conditions de travail et des locaux destinés au personnel
- Disposition de sécurité et de protections de la santé. (avec disposition spécifique en période de pandémie COVID 19)

Il sera demandé également que le PPSPS soit spécifique à l'affaire et comporte notamment des modes opératoires en fonction des tâches à réaliser. Idem pour les risques exportés et dans le cadre de l'harmonisation des PPSPS et les risques importés.

Chaque procédure d'exécution contiendra un chapitre sur la sécurité. Il identifiera les risques encourus pour réaliser la tâche et les moyens pour se protéger.

Toutes décisions de changements de méthode dans la réalisation d'une tâche doivent être accompagnées d'une nouvelle procédure d'exécution et d'un additif au PPSPS Ces documents devront être validés par le Maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS.

En ce qui concerne la sous traitance, la déclaration devra être réalisée dans les temps réglementaires. Le coordonnateur SPS ne doit pas être mis devant le fait accompli. Idem pour les travailleurs indépendants.



Diffusion du PPSPS :

L'entrepreneur dispose de trente jours à compter de la notification du marché par le Maître de l'Ouvrage pour établir et remettre leur PPSPS au Coordonnateur SPS.

Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé peut être consulté pour avis, avant toute intervention sur le chantier, par le médecin du travail ainsi que par les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (ou, à défaut, les délégués du personnel) de l'entreprise.

L'entrepreneur chargé du marché principal de travaux, ainsi que celui appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers adresse aux organismes officiels de prévention (Inspecteur du Travail, CRAM, OPPBTP), avant toute intervention sur le chantier, un exemplaire du plan particulier de sécurité et de protection de la santé auquel sont joints les avis cités ci-dessus, s'ils ont déjà été donnés. Dans le cas contraire ces avis seront transmis par l'entrepreneur dès qu'il en est saisi.

Evolution du PPSPS :

Un exemplaire à jour du plan particulier de sécurité et de protection de la santé est tenu en permanence sur le chantier. Cet exemplaire peut être consulté par les membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel, le médecin du travail, l'inspecteur du travail, le représentant du service de prévention de l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels et l'agent du comité de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

Au cours du déroulement du chantier, certaines mesures initialement prévues par l'entrepreneur peuvent s'avérer insuffisantes, inapplicables ou remplaçables par d'autres mesures. Dans ce cas, l'entrepreneur devra indiquer dans un additif à son PPSPS, les dispositions de sécurité d'une efficacité au moins équivalente qui seront mises en œuvre. Ces substitutions seront portées à la connaissance du Coordonnateur SPS ainsi qu'aux autres destinataires du PPS (organismes de prévention, utilisateurs, etc...).

Sous traitant :

L'entrepreneur qui fait exécuter en tout ou partie, le contrat conclu avec le Maître de l'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, remet à ceux-ci un exemplaire du Plan Général de Coordination et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la Sécurité et la Santé des travailleurs.

L'entrepreneur communique au coordonnateur SPS la liste des tâches qu'il envisage de sous-traiter et les coordonnées des entreprises retenues de façon à ce qu'elles soient convoquées à l'inspection commune.

Le sous-traitant est tenu d'établir un PPSPS quelle que soit la nature, l'importance et la durée de son intervention.

Un PPSPS simplifié sera admis dans certains cas pour des travaux simples et / ou de faible importance.

Le sous-traitant tient compte dans l'élaboration de son PPSPS des informations fournies par l'entrepreneur ainsi que des dispositions contenues dans le PGC.

Le sous-traitant doit être connu assez tôt pour disposer d'un délai suffisant à l'élaboration de son PPSPS.

Harmonisation PPSPS :

Le plan général de coordination intègrera, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les plans particuliers de sécurité et de santé ainsi que, lorsqu'ils sont requis les plans de prévention. Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises.

C) Coactivité

Liste des risques liés à la coactivité

Les interférences d'activités de travailleurs, d'installations, de matériels... peuvent être à l'origine de nombreux risques (circulation, chute, écrasement...) liés notamment à :

- La superposition des activités de chaque entreprise (maçonnerie, couverture...)
- La méconnaissance des risques liés aux activités de chacun des autres intervenants
- Des contraintes de temps
- Des contraintes d'espace



- L'utilisation conjointe de matériel
- Des pratiques ou sensibilités différentes entre les entreprises en matière de sécurité ...La coactivité peut également être à l'origine d'autres problématiques comme par exemple la gestion des conséquences des différents intervenants (dégâts, nettoyage...) et être source de stress au travail.

Risques identifiés : Les risques identifiés seront repris lors de l'harmonisation des PPSPS des entreprises.

D) Protections collectives

Limitation du travail en hauteur

Prendre toutes les mesures pour réduire au maximum les travaux et déplacement en hauteur, qui exposent le personnel à un risque de chute. Pour se faire, privilégier l'assemblage des pièces au sol. Définir dans le PPSPS le mode d'intervention et de manutention.

Lorsque la situation de travail en hauteur ne pourra être évitée, l'évaluation des risques présentés par le poste de travail devra être conduite en respectant les principes généraux de prévention.

La démarche de prévention doit donner la priorité à la protection collective sur la protection individuelle.

Les assemblages en hauteur se feront à partir de nacelles ou d'échafaudages de pied selon la nature du sol d'intervention.

Pour mémoire :

Équipements temporaires : échafaudages, PIR, tours d'accès, filets en sous face, appareils de levage : plates-formes suspendues, PEMP...

Équipements de protection individuelle : Harnais et points d'ancrage, systèmes d'arrêt des chutes ou systèmes de restriction d'accès (nécessite une formation et un entraînement au port de l'équipement)

Balisage de voie de chantier et protections collectives :

Un balisage sera installé en retrait de la zone en travaux pour en écarter la circulation des véhicules et des piétons.

Protection face aux trémies

Toutes les réservations seront protégées. Ils seront posés au plus tôt à l'avancement des travaux.

Si une entreprise est amenée à enlever des protections collectives (autour des trémies) le fera sous sa pleine et entière responsabilité. Elle devra, préalablement à cette opération, neutraliser la zone de travail et remplacer la protection enlevée par une d'une efficacité au moins équivalente.

Les trémies et réservations dont l'une des dimensions est supérieure à 0,80 m devront être protégées au moyen de garde-corps. Les autres réservations seront protégées par un panneau bois cloué à la dalle lorsqu'elles ne se trouvent pas dans des circulations et par un dispositif d'obturation arasant le plancher lorsqu'elles sont écartées des murs. Les fosses, regards et caniveaux seront balisés pendant leur exécution.

Installations électriques

Un tableau général de répartition avec les protections nécessaires sera installée selon le point de livraison et les consignes du Maître d'œuvre.

Le tableau fermera à clefs. Les câbles chemineront en aérien. En cas d'impossibilité, les câbles cheminant au sol seront protégés mécaniquement.

Chaque installation devra faire l'objet d'un rapport de vérification établi par un organisme agréé conformément à l'arrêté du 26 décembre 2011 (vérification initiale et périodique)

Une copie des rapports sera transmise au coordonnateur et au maître d'oeuvre.



E) Levage et manutention

Modalités de mise à disposition des engins, Vérifications périodiques

Tous les matériels doivent être conformes aux normes en vigueur, contrôlés périodiquement suivant la réglementation, et vérifiés avant chaque utilisation

L'entreprise devra s'assurer auprès de l'entreprise principale, avant son intervention, du remblaiement des abords, de la stabilité du terrain, dans le cas contraire, elle devra en informer le coordonnateur SPS.

L'entreprise s'assurera avant intervention de la bonne stabilité des abords au droit des ouvertures, pour la circulation de la nacelle, dans le cas contraire, elle informera Immédiatement le coordonnateur SPS.

Autorisation de conduite des engins

Les personnels conduisant les engins de chantier doivent détenir le permis de conduire ou le CACES correspondant, ainsi que l'autorisation de conduite.

Mise en commun des moyens de levage

- La mutualisation des moyens de levage sera favorisée sur le chantier.
- Elle sera maintenue pendant toute la durée des travaux.
- Une réunion de Coordination sera organisée pour définir avec les entreprises concernées, les besoins et les moyens à mettre en œuvre.
- Une convention interentreprises pour la mise en commun des équipements de levage sera mise en place sur le chantier sous la responsabilité du lot Gros Oeuvre.

F) Échafaudages

Mise en place

Conformément à la réglementation, tout échafaudage ne peut être monté, démonté ou sensiblement modifié que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. En application des recommandations de la CNAM, le personnel chargé du montage et démontage d'un échafaudage devra être titulaire d'une attestation de compétence délivrée par le chef d'entreprise.

Si le monteur n'appartient pas à l'entreprise utilisatrice de l'échafaudage, il y aura lieu d'établir un procès verbal de réception écrit et contradictoire. Ce procès verbal sera établi lors d'une visite commune durant laquelle il sera vérifié que l'échafaudage est conforme au cahier des charges et adapté aux besoins de l'entreprise utilisatrice.

Dans le cas d'une utilisation en commun d'un échafaudage, une copie du procès-verbal sera adressée au coordonnateur.

Les échafaudages seront installés en pied de façade sur un sol nivelé et stabilisé.

Les passages d'accès aux bâtiments seront pourvus de platelage et de filets pare gravois.

Avant de dresser ses échafaudages, l'entrepreneur soumettra pour approbation au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS pour avis, les dispositions et conceptions de ses installations (emplacements, positions des planchers, etc).

Cette approbation devra intervenir avant le terme de la période de préparation.



IV- MESURES DE COORDINATION PARTICULIERES

Désignation	Mesure de coordination	CHARGE LOT N°
Lots techniques - Mesures générales	<p>Mise en place des installations :</p> <p>L'installation des réseaux dans les plénums techniques en combles se fera depuis les accès et circulations aménagés pour les interventions ultérieures.</p> <p>Les interventions de grandes hauteurs se feront avec des nacelles ou plates-formes de travail.</p> <p>Incorporations des lots techniques :</p> <p>Les tuteurs de sorties de fourreaux et réseaux sur dalles seront crossés à leur extrémité pour éviter les risques d'empalement en cas de chute de personne.</p> <p>Installation des réseaux :</p> <p>L'ouverture des trémies et réservations se fera à l'avancement de la pose des réseaux, aucune ouverture anticipée ne sera admise pour éviter les chutes de plain-pied ou de hauteur.</p> <p>Après ouverture, les trémies seront protégées jusqu'à la pose des réseaux et fermeture des trémies</p> <p>Interventions en plafonds :</p> <p>Les locaux devront être débarrassés par zone pour permettre l'installation et le déplacement correct des plates-formes individuelles. Les zones d'intervention seront organisées pour permettre les interventions successives ou simultanées. Les emballages et chutes seront évacués au quotidien pour éviter l'encombrement des locaux.</p> <p>Travaux en hauteur :</p> <p>Les travaux en hauteur devront être faits sur des plateformes d'échafaudages munies de planchers complets avec garde-corps (conformément à la réglementation).</p> <p>Suppression des Travaux superposés :</p> <p>Les travaux superposés seront interdits.</p> <p>Si l'origine, d'une superposition ponctuelle est liée</p>	<p>Lots techniques</p>



	<p>à un retard, le titulaire du lot en retard mettra en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots.</p> <p>Procédure Feu :</p> <p>L'entreprise devra prendre toutes les précautions nécessaires pour la lutte contre l'incendie (ex : extincteur à proximité lors des travaux de soudure).</p> <p>Mise en service</p> <p>Les essais seront réalisés lorsque l'appareillage sera raccordé et les circuits sous protection.</p> <p>Pour toute intervention sur l'installation électrique l'intervenant doit disposer d'une habilitation adaptée</p>	
--	--	--

V - RENSEIGNEMENTS DE SANTÉ ET DE SECOURS

A) Organisation des secours

Évacuation des blessés

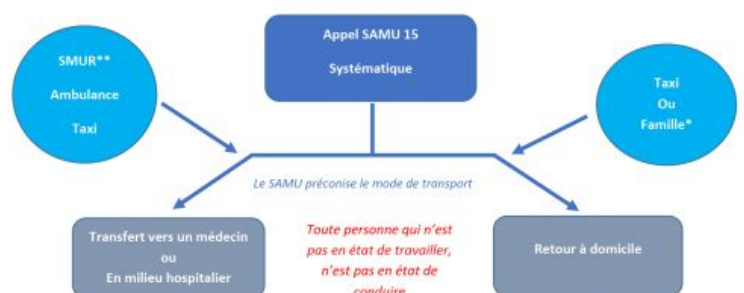
Le code du travail fait obligation à l'employeur de prévoir l'organisation des secours à mettre en œuvre dans l'entreprise dans l'hypothèse où un salarié serait victime d'un accident ou d'un malaise.


Les entreprises ne peuvent pas transporter elles-mêmes les salariés blessés ou malades depuis les chantiers, quel que soit leur état, pour les conduire à l'hôpital ou chez le médecin. Elles ne peuvent pas non plus faire appel à un taxi.

Le transport de la victime ne sera pas effectué par un salarié, mais par un organisme agréé : SAMU, SMUR, POMPIERS, AMBULANCIERS.


Evacuation d'un blessé ou d'un malade

Que faire ?



 Si l'entreprise n'appelle pas le 15, l'employeur engage sa responsabilité en cas d'aggravation de l'état de santé ou d'accident de la voie publique lors du transport.

*Uniquement si maladie mais jamais en cas d'accident du travail
**Service d'Urgence et de Réanimation

 Un salarié ne doit jamais raccompagner un autre salarié avec un véhicule personnel ou un véhicule de fonction.

Systèmes de communication et d'alerte

Téléphone

Chaque entreprise devra s'assurer qu'au moins un des ses salariés dispose d'un téléphone portable pour les appels d'urgence.

Les téléphones d'urgence sont à afficher dans le bureau de chantier. Les principaux numéros à appeler sont le 15 et le 18 pour le téléphone fixe et le 112 les téléphones mobiles. Au-moins une personne de chaque entreprise doit être équipée d'un téléphone portable afin de pouvoir appeler les secours le cas échéant.

Extincteurs

En permanence dans les installations de chantier et sur les postes de travail lors des travaux de soudure et de découpe à la disqueuse.

Des extincteurs portatifs doivent être placés dans ou à proximité immédiate des locaux où sont stockés ou utilisés des produits inflammables : locaux de stockage, vestiaires/ réfectoires, cabine de grue à tour, travaux d'étanchéité sur parois enterrées ou sur terrasses, travaux de soudage oxyacétylénique (un extincteur par point chaud), etc.

Les extincteurs doivent être choisis en adéquation avec le type de feux possibles (classe de feux).

Les extincteurs doivent être contrôlés régulièrement et à chaque mise en service sur chantier par une personne expérimentée. Ils ne doivent pas être mis à disposition après leur date de péremption.

Les inspections doivent être réalisées au moins tous les trois mois par les utilisateurs.

Une fois par an, une vérification doit être effectuée par un technicien compétent ou un organisme/une personne certifié(e).

Tous les 1 à 5 ans, nouvelle épreuve par le service des mines des extincteurs à pression permanente (sous certaines conditions de pression).

Présence de secouristes du travail

Sauveteurs secouristes du travail

Les secouristes du travail seront identifiés par un signe distinctif.

En permanence, un secouriste pour 20 salariés.

La réglementation (Article 4224-15) nous pousse à avoir 5% du personnel du chantier sauveteur secouriste du travail

Les secouristes devront être formés et recyclés depuis moins d'1 an.

Pharmacie collective



Matériel de secours

Chaque entreprise disposera d'une trousse de premier secours pour son personnel.

Une **pharmacie collective** sera mise en place par le lot responsable des installations de chantier dans la base de vie.

Affichage des numéros d'urgence

L'**affichage** des numéros d'urgence sera effectué par le lot principal dans les installations de chantier

Consignes de sécurité

Les consignes de sécurité de chaque entreprise seront précisées dans les PPSPS.

Intervenir en cas d'accident électrique

Si vous êtes témoin d'un accident, les mesures à prendre :

- 1 Interdisez l'accès pour prévenir un autre accident ;
- 2 Pour éviter d'être vous-mêmes électrisés/électrocutés, ne touchez pas les personnes concernées si elles sont encore en contact avec l'ouvrage électrique ;
- 3 Alerte en appelant le 18 (pompiers), le 15 (SAMU), le 17 (police) ou le 112 (numéro d'appel d'urgence unique européen).

Ne touchez pas les pylônes, ni les câbles, même tombés au sol.

VOS NUMEROS UTILES GrDF (GAZ)

Dommages sur Ouvrages : Appelez le 02 47 85 74 44

Odeur de gaz détectée en cours de chantiers et travaux urgents : Appelez le 0 800 47 33 33

Accident : Alerte en appelant le 18 (pompiers), le 15 (SAMU), le 17 (police) ou le 112 (numéro d'appel d'urgence unique européen).

B) Prévention des risques de maladies professionnelles

Dispositions communes Le choix du mode opératoire et des produits utilisés doit limiter les nuisances telles que le bruit, les vibrations, les gaz etc...

Nota : Cancérogènes et principales activités du BTP : Une attention particulière sera portée sur les postes de travail pouvant engendrer des maladies C.M.R (Cancérogènes, Mutagènes et Toxiques pour la reproduction)

En effet, certains travaux comme cités ci-après peuvent provoquer certaines maladies comme

GROS OEUVRE : Maçons/manœuvres (application des huiles de démoulage, ponçage, marteau-piqueur

CONDUCTEUR VEHICULES et ENGINS TP : Gaz d'échappement des moteurs

TP : Manœuvres / maçons à l'extérieur ; rayonnement solaire, fortes chaleurs ; goudronneurs : Goudrons de houille, enrobés spéciaux, anti kérosène.

Limitation des nuisances

Bruits : Le cadre réglementaire de la prévention des risques liés à l'exposition au bruit est identique à celui de tout autre risque. La prévention des risques professionnels s'appuie sur une démarche dont les principes généraux sont édictés par le Code du travail ([article L. 4121-2](#)).

Les entreprises supprimeront ou réduiront le risque de bruit à la source, en veillant à ne pas dépasser les **Valeurs limites d'exposition (VLE)**.

Les entreprises feront apparaître dans leurs PPSPS, les moyens de prévention mis en œuvre pour réduire le bruit à la source.

Toutes les découpes seront faites manuellement ou à l'aide de matériels récupérant les poussières générées.

Pour les carrelages, les découpes seront faites sous voie humide.

Les travaux de découpe à la disqueuse seront limités et faits à l'extérieur des bâtiments.



Pour le ponçage du ragréage, la machine devra être équipée d'un aspirateur à poussières et le local sera ventilé.

Les outils de menuiserie ; ponçage, rabotage, scie circulaire, seront équipés de récupérateur de poussière.

Utilisation de produits dangereux

L'application des vernis de finition sera privilégiée en atelier pour éviter les nuisances avec les produits éventuels à base de solvants.

Les produits contenant des substances et ou de matières dangereuses, seront remplacés par des produits qui ne le sont pas. Les fiches de données de sécurité seront jointes au PPSPS.

Troubles Musculo-Squelettiques

Les entreprises devront limiter au minimum toutes les opérations de manutention manuelle. Toutes les opérations qui pourront faire l'objet d'une assistance mécanisée simple seront préconisées. Exemple : pose de bordure interdite manuellement.

VI - MODALITES DE COOPERATION ENTRE INTERVENANTS

A) Concertation et information entre intervenants

Modalités de coopération entre intervenants :

Déclaration de sous-traitance :

Les titulaires de lots et leurs sous-traitants doivent informer le coordonnateur de leur intention de sous-traiter tout ou partie de leur lot au moins 8 jours francs à l'avance en précisant les coordonnées des/du sous-traitant/s permettant l'organisation des inspections communes et la production du PPSPS pour chaque sous-traitant.

Sous-traitance :

Toutes les entreprises titulaires et sous-traitantes informeront le coordonnateur SPS de toute sous-traitance de leurs travaux. Les sous-traitants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.

Inspection commune :

CHAQUE ENTREPRISE NE POURRA INTERVENIR QU'APRES AVOIR EFFECTUE L'INSPECTION COMMUNE AVEC LE COORDONNATEUR CSPS. ELLE DEVRA PRENDRE RENDEZ-VOUS AVEC CELUI-CI AU MINIMUM 15 JOURS AVANT SON INTERVENTION.

PPSPS :

Chaque entreprise (y compris sous-traitante) devra communiquer "avant intervention" un PPSPS au coordonnateur

Travailleurs indépendants et locatiers :

Les travailleurs indépendants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.

Sauf exception précisée ci-avant, les locatiers ou locataires interviendront sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice. Ils ne sont pas soumis à l'inspection commune préalable mais ils doivent appliquer les dispositions prévues pour l'entreprise donneuse d'ordre.

Présence de personnel étranger :

En cas de présence de personnel étranger ne parlant pas ou parlant mal le français : personnel employé dans l'entreprise, en sous-traitance ou entreprise mandataire, l'entreprise devra assurer la présence permanente sur le chantier d'un interprète pour permettre la transmission des consignes de sécurité.

PGC, PPSPS :



Le Maître d'Ouvrage diffuse à l'ensemble des titulaires de lot le Plan Général de Coordination (PGC) et ses différents additifs.

Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS.

Les PPSPS sont à disposition de l'ensemble des intervenants.

Rôle du coordonnateur :

Le coordonnateur ne saurait être un agent de sécurité ni un animateur de sécurité. Il est le gestionnaire de la coactivité des risques (des interfaces des entreprises simultanées ou successives), les entrepreneurs restent pleinement responsables de leurs obligations à l'égard de leurs salariés.

Registre journal :

Une copie des extraits de registre journal et notes d'observation est diffusée par courriel à l'ensemble des intervenants au fil de l'eau (ex: MOA, MOE et entreprises concernées).

ANNEXES VI

A) Demande de Renseignement

Lot n ° :

Description des tâches à réaliser :

Effectif prévu :

Besoins estimés pour la manutention des matériels, équipements, matériaux et l'élévation des personnes :

Levage vertical :

Transport horizontal :

Livraison des matériaux à pied d'œuvre :

Évacuation des déchets :

Approvisionnement des matériaux :

Élévation des personnes :

B) Déclaration préalable



C) Liste des annexes

Nom de l'annexe
R476 - DHOL



C) Schéma/ Projet de plan d'installation du chantier

D) Trame du PPSPS

Rôle du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Le PPSPS devra être conforme aux dispositions de l'article R 4532-63, R 4532-66 à 74 du code du travail.

Le PPSPS est un outil de travail du chantier. Il indique de manière détaillée toutes les dispositions et toutes les mesures relatives à la sécurité et à la protection de la santé des personnes pour tous les travaux que l'entrepreneur va exécuter. Il doit être établi, en tenant compte des données générales et particulières contenues dans :

- le Plan Général de Coordination SPS,
- les pièces contractuelles du marché,

Chaque procédure d'exécution contiendra un chapitre sur la sécurité. Il identifiera les risques encourus pour réaliser la tâche et les moyens pour se protéger.

Toutes décisions de changements de méthode dans la réalisation d'une tâche doivent être accompagnées d'une nouvelle procédure d'exécution et d'un additif au PPSPS. Ces documents devront être validés par le Maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Pour vous aider dans la rédaction et à la mise à jour de votre PPSPS, vous pouvez aller sur le site de l'OPPBTP

Un exemplaire à jour du plan particulier de sécurité et de protection de la santé est tenu en permanence sur le chantier. Cet exemplaire peut être consulté par les membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel, le médecin du travail, l'inspecteur du travail, le représentant du service de prévention de l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels et l'agent du comité de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

Au cours du déroulement du chantier, certaines mesures initialement prévues par l'entrepreneur peuvent s'avérer insuffisantes, inapplicables ou remplaçables par d'autres mesures. Dans ce cas, l'entrepreneur devra indiquer dans un additif à son PPS, les dispositions de sécurité d'une efficacité au moins équivalente qui seront mises en œuvre. Ces substitutions seront portées à la connaissance du Coordonnateur SPS ainsi qu'aux autres destinataires du PPS (organismes de prévention, utilisateurs, etc...).

E) Fiche Accident

EN CAS D'ACCIDENT

Allo 112

ICI CHANTIER : Restructuration des installations de vidéo-protection au CD d'Eysses.

Coordonnées GPS : N E
1 Rue Pierre Doize

47300 Villeneuve sur lot

PRÉCISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : Éboulement, Asphyxie, Chute...

Et la position du blessé :

"le blessé est sur le toit,

il est au sol ou dans une fouille ..."

Et si il y a nécessité de dégagement



SIGNALEZ LE NOMBRE DES BLESSES ET LEUR ÉTAT	Par exemple : "trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas"
FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS	Envoyez quelqu'un à ce point pour guider le secours
NE PAS RACCROCHER LE PREMIER	Faites répéter le message

A PRÉVENIR

DDETSPP de Lot et Garonne	Tel : 05 53 98 66 25	OPPBTP Aquitaine	Tel : 05 56 34 03 49
	Tel :		

NUMÉROS UTILES POUR L'ENCADREMENT

POMPIERS	18	SECOURS EDF	0 810 333 081
SAMU	15	SECOURS GDF	0 810 433 081
POLICE	17	GENDARMERIE	17

CENTRE HOSPITALIER		Urgences	
MÉDECIN GÉNÉRALISTE de proximité	Adresse :	Tel :	
OPHTALMOLOGISTE de proximité	Adresse :	Tel :	

AFFICHAGE PERMANENT SUR CHANTIER



G) Listes des entreprises dès que retenues



Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons - DHOL

Annexé au Plan Général de Coordination

Applicable depuis le 1er janvier 2019 sous coordination SPS



Opération

Restructuration des installations de vidéo-protection au CD d'Eysses.

1 Rue Pierre Doize

47300 Villeneuve sur lot

Opération de : Catégorie 2

Nos références : 2022074

Références MOA : EYSES-Centre de détention
enceinte-100303 386576

Préambule de la recommandation R.476 de la CNAM

"Livraison de matériaux et éléments de construction sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics"

Les opérations de livraison effectuées pour le compte de divers corps d'état exposent les différents salariés concernés (livreurs, réceptionnaires et autres acteurs présents) à des risques d'accidents du travail pouvant être graves.

Dans ces opérations, les manutentions peuvent être effectuées à l'aide d'équipements de levage et de manutention propres au fournisseur (ou livreur) ou au client (entreprise du BTP).

L'opération de livraison ne comporte pas d'opérations de pose des matériaux aux emplacements définitifs sur l'ouvrage à construire. La participation à l'acte de construire est en effet soumise à la réglementation spécifique aux chantiers de construction.

Les opérations de livraison peuvent être confiées par le fournisseur à un transporteur. Celui-ci effectuera la livraison sur le chantier sans avoir de relation contractuelle avec le client (entreprise du BTP).

Objectif









Prévenir le risque d'accident pour les différents intervenants lors d'une livraison.

Permettre d'effectuer des livraisons en sécurité.

Il s'agit « des règles de l'art. »

Intervenants sur l'opération

Intervenants sur le chantier (maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvres, Coordonnateur SPS)

Maître d'ouvrage		
Coordonnées de la maîtrise d'ouvrage	Contact	Tel/Email
Mandataire   D.I.S.P de Bordeaux Département des Affaires Immobilières 188 rue de Pessac 33062 Bordeaux Cedex	Monsieur CHALARD Eric	Tel : 05 54 52 83 86 Email : eric.chalard@justice.fr
Mandataire   D.I.S.P de Bordeaux Département des Affaires Immobilières 188 rue de Pessac 33062 Bordeaux Cedex	Monsieur BENABDALLAH Khalid	Tel : 05 54 52 84 00 Email : khalid.benabdallah@justice.fr
Mandataire   D.I.S.P de Bordeaux Département des Affaires Immobilières 188 rue de Pessac 33062 Bordeaux Cedex	Monsieur RAMEAU Jean-Michel	Tel : 05 54 52 84 00 Email : jean-michel.rameau@justice.fr
Mandataire   D.I.S.P de Bordeaux Département des Affaires Immobilières	Monsieur PERNET David	Tel : 05 54 52 84 00 Email : david.pernet@justice.fr



188 rue de Pessac 33062 Bordeaux Cedex		
---	--	--

Maître d'Œuvre

Coordonnées de la maîtrise d'oeuvre	Contact	Tel/Fax/Email
Mandataire C2J INGÉNIERIE 7 place de la Mairie16230 SAINT-GROUX	Monsieur PETURAUD Jérôme	Tel : 05 53 77 74 77 Email : c2jingenierie@orange.fr

Coordonnateur

Coordonnées CSPS	Nom du CSPS	Tel/Email
RAMEL Frédéric Coordination & Consulting 47340 Laroque Timbaut Mandataire Conception et Réalisation	Monsieur RAMEL	Tel : 06 50 52 36 02 Email : ramel.frederic@outlook.fr

Intervenants sur le chantier (maîtrise de chantier, contrôle etc...)

Coordonnées des Intervenants	Contact	Tel/Email
<u>OPPBTP</u> OPPBTP Aquitaine Immeuble Les Bureaux du Tasta - Bât C4.4 9, Rue Raymond MANAUD 33524 BRUGES Cédex	Préventeur LEROY Jean-marc	Tel : 05 56 34 03 49 Email : jean.marc.leroy@oppbtp.fr
<u>CARSAT</u> CARSAT Aquitaine 80, avenue de la JALLERE 33000 BORDEAUX	Préventeur BABIN Pascal	Tel : 05 56 11 64 35 Email : pascal.babin@carsat-aquitaine.fr
<u>Inspection du travail</u> DDETSPP de Lot et Garonne Unité territoriale Lot et Garonne 1050 bis Avenue du Dr jean BRU 47916 AGEN cedex 09	Inspection du travail	Tel : 05 53 68 40 40 Email : ddetspp-uc@lot-et-garonne.gouv.fr



Services de secours

Raison sociale Secours	En cas d'accident	Tel/Email
Hôpital Pôle de santé du Villeneuvois	• Alerte en appelant le 112 (numéro d'appel d'urgence unique européen).	Tel : 05 53 72 23 23 Email :
Urgence Sécurité Gaz	• Alerte en appelant le 112 (numéro d'appel d'urgence unique européen).	Tel : 0 800 47 33 33 Email :
ENEDIS Réseaux	• Alerte en appelant le 112 (numéro d'appel d'urgence unique européen).	Tel : 09 72 67 50 47 Email :

Services extérieurs et concessionnaires

Coordonnées du chantier

Adresse du chantier	Adresse de livraison
1 Rue Pierre Doize 47300 Villeneuve sur lot	1 Rue Pierre Doize 47300 Villeneuve sur lot
Coordonnées GPS du Chantier	Coordonnées GPS de livraison
-	-

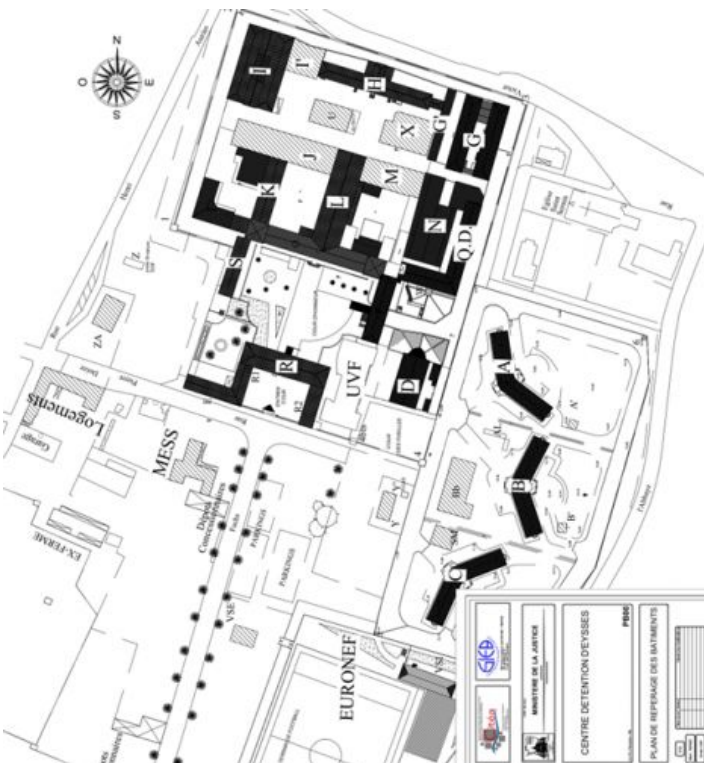
Situations particulières de l'opération

Les livraisons ne peuvent intervenir que dans les plages horaires suivantes :

Matin	Après-midi
De 08h00 à 12h00	De 14h00 à 16h00
En dehors de ces plages horaires, les livraisons seront refoulées	

Plan de situation du chantier

Plan de situation :



Contexte ou Environnement immédiat de l'opération

Contraintes et sujétions liées à la configuration et aux caractéristiques du site :

Les travaux seront réalisés dans un établissement pénitentiaire.

Les entreprises intervenantes doivent se présenter le matin à 8h00 au portail principal.

Les horaires de travail sont de 8h00 à 12h00 et 13h30 à 17h00. Les entreprises pourront sortir entre 12 h et 13 h30, avec possibilité de restauration au Mess (le tarif pour un repas pris au mess est de 8€). Des aménagements des horaires peuvent être apportés suivant la disponibilité des encadrants et des zones de travail repérées.

Chaque entreprise devra indiquer en début de chantier la liste de ses intervenants. Les demandes d'autorisations d'accès doivent être adressées par mails auprès de jean-michel.rameau@justice.fr et antoine.caravaca@justice.fr le plus tôt possible (délai retour de B2 pour l'accès par courrier compris entre 15J et un mois).

Seules les personnes enregistrées seront autorisées à pénétrer sur le site.

Il est interdit de parler (d'entamer un dialogue) au détenus, le téléphone portables est également interdit dans l'enceinte de l'établissement.

Le stationnement des véhicules ne seront pas autorisés sur le chantier, sauf dérogation au cas par cas sous contrainte, les véhicules sont fermés à clé en permanence.

Les caisses à outils seront identifiées et listées (avertir si un outil est perdu).

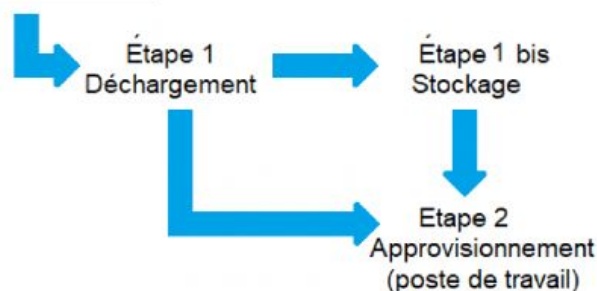
Il n'y a pas de base de vie prévue dans l'enceinte du centre de détention, les réunions seront réalisées dans la salle de réunion de l'établissement. Utilisation possible des sanitaires existants du site sauf zone détention. En complément un sanitaire mobile sera mis en place sur les zones autorisées.

Les entreprises veilleront à maintenir la propreté des locaux communs.

La zone de stockage sera localisée dans la cour de la zone garage et/ou sur l'emprise foncière extérieur de l'enceinte.

Les livraisons ne peuvent être réceptionnées que par leurs destinataires et doivent être stockées uniquement sur les zones de stockages. Les déposes "sauvages" de livraisons sont interdites

Organisation des livraisons



Le livreur pourra intervenir dans l'**Étape 1** si cela fait partie de sa mission, mais l'**Étape 1bis** et l'**Étape 2** seront à la charge de l'entreprise demandant la livraison.



C
o
n
d
i
t
i
o
n
n
e
m
e
n
t

d
e

l
a

m
a
r
c
h
a
n
d
i
s
e



L
,
e
n
t
r
e
p
r
i
s
e

d
,
a
c
c
u
e
i
l

v
é
r
i
f
i
e
r
a

l
,
a
d
é
q
u
a
t
i
o
n

d
e



s
é
q
u
i
p
e
m
e
n
t
s

p
a
r

r
a
p
p
o
r
t

a
u
x

c
h
a
r
g
e
s

à

s
o
u
l
e
v
e
r

a
i
n
s



i
q
u
e

l
,
a
u
t
o
r
i
s
a
t
i
o
n

d
e

c
o
n
d
u
i
t
e

d
e
s

i
n
t
e
r
v
e
n
a
n
t
s

e
x
t

é
r
i
e
u
r
s
.

Type de véhicule accepté





L'entreprise d'accueil vérifiera l'adéquation des équipements par rapport aux charges à soulever ainsi que l'autorisation de conduite des intervenants extérieurs.

La disponibilité des moyens de levages et de livraisons utilisables dans le cadre de la mise en commun des moyens reste à déterminer par l'entreprise destinataire de la livraison.

Stockage sur chantier / Projet de plan des installations de chantier:

Ce schéma ou plan d'installation de chantier définit les conditions d'accès, de stationnement, de déchargement.

Équipement disponible pour l'approvisionnement

Équipement	Responsable	Période de disponibilité	Charge utile maximale
------------	-------------	--------------------------	-----------------------



Pour approvisionner le poste de travail, l'entreprise en charge des matériaux pourra faire appel à une ou plusieurs entreprises présentes sur le chantier pour l'emprunt d'appareil de levage si nécessaire, sinon elle utilisera ses propres moyens de levage.

Dispositions générales

L'opération de livraison ne comporte pas d'opérations de pose des matériaux aux emplacements définitifs sur l'ouvrage à construire. La participation à l'acte de construire est en effet soumise à la réglementation spécifique aux chantiers de construction.

Les transporteurs, les livreurs et les coursiers ne peuvent accéder qu'aux zones de livraisons.

Les entreprises effectuant des livraisons ne participent pas à l'acte de construire. Elles sont considérées comme des prestataires extérieurs au chantier (circulaire du 10 avril 1996).

Ces entreprises ne sont donc pas concernées par la réalisation, avec le coordonnateur SPS, d'une Visite d'Inspection Commune et donc de la rédaction d'un PPSPS. Cependant, **elles sont susceptibles lors des opérations de livraison de faire apparaître des risques qui doivent être pris en compte.**

Chaque entreprise du chantier doit donc prévoir ses livraisons de matériaux dans son propre PPSPS.

Durant les opérations de livraisons, les chauffeurs, hors de leurs cabines, doivent impérativement être porteurs des EPI (Casque, chaussures de sécurité et gilet haute visibilité).

Rappel des dispositions prévues au PGC

Voir plan Général de Coordination

Dispositions spécifiquement retenues pour l'opération

Voir plan Général de Coordination

Dispositions relatives aux livraisons

Voir plan Général de Coordination

Qui fait quoi

A la charge du Maître d'ouvrage

- Réalisation des VRD préalables

A la charge de la maîtrise d'œuvre :

- Voiries stabilisées



- Zone de livraison
- Zone de stockage
- Réalisation de schéma d'installation de chantier, comprenant les circulations, la signalétique des circulations, accès au chargement et déchargement, la base vie.

A la charge des entreprises

- Réalisation de plan d'installation de chantier
- Vérification PATC
- Gabarit adapté
- Aménagement pour l'accès au plateau de déchargement
- Adéquation de levage
- Adaptation du conditionnement
- Hauteur de stockage limité à 2m40
- Chef de manœuvre
- Formation à l'élingage
- Formalisation du DHOL auprès de ces fournisseurs et autres prestataires de service.

Annexes consultables

- Guide arrimages de charges ED 6245
- Guide du PPSPS A1 G 11 11